

1992, chapitre 54

## LOI SUR LA VOIRIE ET MODIFIANT DIVERSES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES

---

### **Projet de loi 57**

présenté par M. Robert Middlemiss, ministre délégué aux Transports

Présenté le 26 novembre 1992

Principe adopté le 10 décembre 1992

Adopté le 18 décembre 1992

**Sanctionné le 18 décembre 1992**

---

**Entrée en vigueur: le 1<sup>er</sup> avril 1993**

---

### **Lois modifiées:**

Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19)

Code de la sécurité routière (L.R.Q., chapitre C-24.2)

Code municipal du Québec (L.R.Q., chapitre C-27.1)

Loi sur la contribution municipale à la construction de chemins (L.R.Q., chapitre C-66)

Loi sur les dettes et les emprunts municipaux (L.R.Q., chapitre D-7)

Loi sur les mines (L.R.Q., chapitre M-13.1)

Loi sur le ministère des Transports (L.R.Q., chapitre M-28)

Loi sur le Parc Forillon et ses environs (L.R.Q., chapitre P-8)

Loi sur la protection du territoire agricole (L.R.Q., chapitre P-41.1)

Loi sur la publicité le long des routes (L.R.Q., chapitre P-44)

---

*(Suite à la page suivante)*



---

**Lois abrogées:**

Loi sur les chemins de colonisation (L.R.Q., chapitre C-13)  
Loi sur les travaux publics (L.R.Q., chapitre T-15)

**Loi remplacée:**

Loi sur la voirie (L.R.Q., chapitre V-8)



## CHAPITRE 54

### Loi sur la voirie et modifiant diverses dispositions législatives

[Sanctionnée le 18 décembre 1992]

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

#### CHAPITRE I

##### DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES

Routes  
visées

**1.** La présente loi s'applique aux routes dont la gestion incombe au ministre des Transports.

Ministre  
responsable

**2.** Le gouvernement détermine, par décret publié à la *Gazette officielle du Québec*, les routes dont le ministre est responsable de la gestion.

Gestion par  
la municipalité

Toute autre route qui ne relève pas du gouvernement, d'un de ses ministères ou d'un de ses organismes est gérée conformément à la sous-section 22.2 de la section XI de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19) ou, selon le cas, au chapitre 0.1 du titre XIX du Code municipal du Québec (L.R.Q., chapitre C-27.1).

Gestion par  
la municipalité

**3.** Le gouvernement peut, par décret publié à la *Gazette officielle du Québec*, déterminer qu'une route sous la gestion du ministre devient, à compter de la date indiquée au décret, gérée par une municipalité selon la sous-section 22.2 de la section XI de la Loi sur les cités et villes ou, selon le cas, le chapitre 0.1 du titre XIX du Code municipal du Québec.

Gestion par  
le ministre

Le gouvernement peut, par décret publié à la *Gazette officielle du Québec*, déterminer qu'une route alors sous la gestion d'une municipalité devient, à compter de la date indiquée au décret, sous la gestion du ministre.

«route» **4.** Pour l'application de la présente loi, une route comprend son infrastructure et tous les ouvrages et installations utiles à son aménagement et à sa gestion.

Emprise d'une route **5.** Les dispositions de la présente loi applicables aux routes sont aussi applicables aux belvédères, aux haltes routières, aux aires de services, aux postes de contrôle et aux stationnements situés dans l'emprise d'une route.

Propriété des municipalités **6.** Les routes construites ou reconstruites par le gouvernement en vertu de la présente loi ou de la Loi sur la voirie (L.R.Q., chapitre V-8) sont, restent ou deviennent la propriété des municipalités locales sur le territoire desquelles elles sont situées.

Gestion par le ministre Toutefois, le ministre peut, à l'égard d'une route dont il n'est pas propriétaire mais dont il a la gestion, poser tous les actes et exercer tous les droits d'un propriétaire; il est investi des pouvoirs nécessaires à ces fins et assume les obligations y afférant.

Disposition non applicable **7.** L'article 6 ne s'applique pas :

1° aux autoroutes administrées par l'Office des autoroutes du Québec avant le 1<sup>er</sup> janvier 1983 et qui demeurent la propriété de l'État;

2° à une route déclarée «autoroute» par décret du gouvernement.

Autoroute **8.** Le gouvernement peut, par décret, déclarer qu'une route est une autoroute.

Propriété de l'État Cette route devient alors, sans indemnité, la propriété de l'État à compter de la publication de ce décret à la *Gazette officielle du Québec*.

Péages **9.** Le gouvernement peut, par décret, établir des péages sur les routes qu'il désigne.

## CHAPITRE II

### GESTION DE LA VOIRIE

#### SECTION I

##### DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Construc-  
tion ou  
modifica-  
tion

**10.** Le ministre effectue les études et les travaux de délimitation du tracé pour la construction ou la modification d'une route. Il en détermine l'emprise et en prépare les plans et les devis.

Plan de  
développe-  
ment

**11.** Le ministre soumet au gouvernement, au plus tard le 30 juin de chaque année, un plan de développement du réseau routier.

#### SECTION II

##### ACQUISITIONS, DISPOSITIONS ET LOCATIONS

Pouvoirs du  
ministre

**12.** Pour l'application de la présente loi, le ministre peut louer, échanger et acquérir de gré à gré ou par expropriation tout bien au bénéfice du domaine public de l'État.

Acquisition  
de biens

Il peut, notamment, acquérir de gré à gré ou par expropriation tout bien nécessaire afin de donner accès à des propriétés isolées, de remembrer ou regrouper des terrains morcelés, de permettre le déplacement de constructions ou de réduire le coût de l'emprise d'une route.

Disposition

**13.** Le ministre peut disposer d'un bien qui n'est plus requis pour les fins auxquelles il était destiné, ou le louer.

#### SECTION III

##### TRAVAUX DE VOIRIE

Responsa-  
bilité

**14.** Le ministre effectue les travaux de construction, de réfection et d'entretien des routes.

Exception

Toutefois, il n'a pas à entretenir les trottoirs, les feux de circulation ou autres ouvrages ou installations dont il n'a pas la propriété, à moins qu'une entente avec la municipalité concernée n'y pourvoie autrement.

Municipali-  
té locale

**15.** S'il n'y a pas d'entente ou si le ministre ne le fait pas de son gré, une municipalité locale doit entretenir ses ouvrages et installations bien qu'elle ne soit pas tenue de déneiger les trottoirs.

- Entretien d'un pont**      **16.** Le ministre entretient la partie de l'infrastructure servant de pont à une route municipale qui passe au-dessus d'une route dont il a la gestion.
- Responsabilité de la municipalité**      Toutefois, la municipalité concernée demeure responsable de l'entretien de la chaussée, des trottoirs, des garde-fous, du drainage et de l'éclairage d'un tel pont.
- Disposition de la neige**      **17.** Le ministre peut aménager ou placer des paraneiges et projeter de la neige sur un terrain contigu à l'emprise d'une route de façon à ne pas causer de dommages.
- Entretien des arbres**      **18.** Le ministre peut, avec la permission du propriétaire riverain, planter et entretenir des arbres sur les terrains contigus à l'emprise d'une route.
- Enlèvement de clôture**      **19.** Le ministre peut, lorsqu'il prend possession d'un terrain contigu à l'emprise d'une route, transmettre au propriétaire du résidu du terrain un avis écrit l'enjoignant d'enlever une clôture sur ce terrain, de la déplacer ou, s'il y a lieu, d'en ériger une dans le délai imparti et selon ses spécifications.
- Frais**      Le ministre rembourse au propriétaire les frais occasionnés par ces travaux.
- Défaut du propriétaire**      Au cas où le propriétaire ne se conforme pas à l'avis du ministre, celui-ci exécute ou fait exécuter les travaux nécessaires.
- Fossé ou cours d'eau**      **20.** Le ministre peut transmettre au propriétaire d'un fossé ou d'un cours d'eau, contigu à l'emprise d'une route et qui est susceptible de causer un dommage à cette route ou qui est mal entretenu, un avis écrit l'enjoignant de procéder aux travaux requis dans le délai imparti et selon ses spécifications.
- Nuisance**      **21.** Le ministre peut transmettre au propriétaire d'un arbre ou de tout autre objet, situé sur un terrain contigu à l'emprise d'une route, qui nuit à la circulation en diminuant la visibilité ou qui risque de tomber sur la route, un avis écrit l'enjoignant de procéder aux travaux correctifs dans le délai imparti et selon ses spécifications.
- Accès à une route**      **22.** Le ministre peut interdire ou limiter l'accès à une route, aux endroits qu'il détermine.
- Autorisation**      **23.** La personne voulant utiliser un terrain qui nécessite un accès à une route doit, avant de construire cet accès, obtenir l'autorisation du ministre.

**Exigences** Lorsque le ministre autorise la construction d'un accès, il en détermine la localisation et les exigences de construction.

**Frais** Les travaux de construction de l'accès sont aux frais du propriétaire qui en assume également l'entretien.

**Démolition** **24.** Le ministre peut transmettre au propriétaire riverain qui a effectué, contrairement à l'article 23, des travaux lui permettant d'avoir un accès à une route, un avis écrit l'enjoignant de démolir ces travaux dans le délai imparti et selon ses spécifications.

**Défaut du propriétaire** **25.** Au cas où un propriétaire ne se conforme pas à l'avis prévu aux articles 20, 21 ou 24, le ministre exécute ou fait exécuter les travaux nécessaires aux frais du propriétaire.

**Autorisation** **26.** Tous travaux de construction, de réfection, d'entretien ou de comblement d'un fossé, susceptibles de modifier l'écoulement des eaux de drainage d'une route, doivent être autorisés par le ministre et exécutés aux conditions qu'il détermine.

**Chambre d'expropriation** **27.** La Chambre de l'expropriation de la Cour du Québec a compétence pour décider de la localisation et de la largeur d'un accès à une route lorsque le propriétaire riverain conteste la localisation ou la largeur déterminée par le ministre, en vertu du deuxième alinéa de l'article 23.

**Réclamation** Elle a également compétence pour décider d'une réclamation à la suite de dommages subis en raison de travaux exécutés par le ministre en application de la présente loi, lorsque ces dommages se rapportent à un immeuble ou à un droit réel immobilier.

### CHAPITRE III

#### EXONÉRATION DE RESPONSABILITÉ

**Faute d'un constructeur** **28.** Le ministre n'est pas responsable, pendant toute la durée des travaux, des dommages causés par la faute d'un constructeur ou d'un entrepreneur à qui des travaux de construction ou de réfection ont été confiés.

**Dépréciation d'une propriété** Il n'est pas non plus responsable d'une perte ou d'une diminution de commerce, d'une dépréciation à la valeur d'une propriété, ni d'autres dommages ou inconvénients causés par la suppression d'un passage à niveau, la construction ou la réfection d'une route ou par un détournement, sauf si ce détournement est nécessaire pendant la durée de ces travaux.

Absence  
d'une clô-  
ture

**29.** Le ministre n'est pas responsable des dommages résultant de l'absence de clôture entre l'emprise d'une route et un terrain contigu lorsqu'est expiré le délai fixé en vertu du premier alinéa de l'article 19.

Entretien  
de la  
chaussée

**30.** Le ministre n'est pas responsable des dommages causés par l'état de la chaussée aux pneus ou au système de suspension d'un véhicule automobile.

Nuisance

**31.** Le ministre n'est pas responsable des dommages causés par la présence d'un objet sur la chaussée, que cet objet provienne ou non d'un véhicule automobile ou qu'il soit projeté par celui-ci.

## CHAPITRE IV

### ENTENTES

Frais  
d'entretien

**32.** Le ministre peut conclure une entente avec une municipalité locale prévoyant que celle-ci effectue, aux frais du gouvernement, des travaux de construction, de réfection ou d'entretien d'une route ou que celui-ci effectue, aux frais de la municipalité, de tels travaux sur une route dont elle a la gestion.

Gestion  
d'un pont

**33.** Le ministre peut conclure une entente avec une municipalité locale par laquelle il assume, en tout ou en partie, la gestion d'un pont de structure complexe déterminé par décret du gouvernement et faisant partie d'une route qui relève de cette municipalité.

Territoire  
visé

**34.** Une municipalité locale a le pouvoir de conclure une entente visée aux articles 32 et 33 et, lorsque l'entente l'exige, elle peut effectuer des travaux à l'extérieur de son territoire.

Passage à  
niveau

**35.** Le ministre peut conclure une entente avec une société ferroviaire portant sur la construction, la réfection, la suppression ou l'entretien d'un passage à niveau situé dans l'emprise d'une route ou d'un viaduc passant au-dessus ou en dessous d'une route.

Transport  
d'énergie

**36.** Le ministre peut conclure une entente avec une personne qui fournit des services de télécommunication, de transport ou de distribution d'énergie, portant sur l'installation et l'entretien, dans l'emprise d'une route, de l'équipement et du matériel nécessaires à la fourniture de ces services.

## CHAPITRE V

## PERMISSIONS DE VOIRIE

**37.** Nul ne peut construire dans l'emprise d'une route un trottoir, un réseau d'aqueduc ou d'égout ou tout autre ouvrage, sans l'autorisation du ministre.

Autorisation préalable

**38.** Nul ne peut empiéter dans l'emprise d'une route ou y installer de l'équipement de télécommunication ou de transport ou de distribution d'énergie, sans l'autorisation du ministre.

Autorisation préalable

**39.** Le ministre peut transmettre un avis écrit à celui qui contrevient à l'un des articles 37 ou 38, l'enjoignant d'enlever, dans le délai imparti, l'ouvrage construit ou l'équipement installé sans son autorisation.

Enlèvement de l'ouvrage

Au cas où le contrevenant ne se conforme pas à l'avis du ministre, ce dernier peut procéder, aux frais du contrevenant, à l'enlèvement de l'ouvrage ou de l'équipement et à la remise en état de l'emprise de la route.

Défaut du contrevenant

## CHAPITRE VI

## DÉPOTOIRS

**40.** Pour l'application du présent chapitre, un « dépotoir » est un endroit où sont recueillis des objets de rebut, destinés ou non à la vente ou au recyclage, y compris un cimetière de véhicules automobiles.

« dépotoir »

**41.** Aucun dépotoir ne peut être situé à moins de 150 mètres d'une route.

Restriction

Toutefois, dans le cas d'un cimetière de véhicules automobiles situé le long d'une autoroute ou d'une voie de raccordement, cette distance est déterminée par règlement du gouvernement.

Cour d'automobiles

**42.** Le propriétaire, le locataire ou l'occupant d'un dépotoir visible d'une route doit l'entourer d'une clôture conforme aux normes prescrites par règlement du gouvernement.

Clôture obligatoire

## CHAPITRE VII

## DISPOSITIONS RÉGLEMENTAIRES

**43.** Le gouvernement peut, par règlement :

Règlement

1° fixer des taux de péage qui peuvent être différents selon la route ou selon les catégories de véhicules automobiles qu'il détermine ou le nombre de personnes transportées dans un véhicule automobile;

2° exempter de l'application des taux de péage une catégorie de véhicules automobiles, certains véhicules automobiles d'une catégorie ou les véhicules automobiles transportant un nombre déterminé de personnes;

3° établir la distance minimale à partir de laquelle un terrain peut être utilisé comme cimetière de véhicules automobiles le long d'une autoroute ou d'une voie de raccordement, cette distance pouvant varier d'une autoroute à l'autre ou d'une partie à l'autre du parcours d'une autoroute ou d'une voie de raccordement;

4° prescrire les normes de construction et d'installation des clôtures servant à entourer un dépotoir visible d'une route.

## CHAPITRE VIII

### DISPOSITIONS PÉNALES

Amende **44.** Le propriétaire, le locataire ou l'occupant d'un dépotoir qui contrevient à l'un des articles 41 ou 42 est passible d'une amende de 300 \$ à 600 \$.

Sentence **45.** Le tribunal qui prononce la sentence, à la suite d'une infraction à l'article 41, ordonne que les objets de rebut qui ont fait l'objet de l'infraction soient enlevés ou détruits par le contrevenant dans un délai de huit jours à compter de la date de la sentence.

Défaut du contrevenant. Au cas où le contrevenant ne se conforme pas à cet ordre, le ministre peut le faire exécuter aux frais de celui-ci.

## CHAPITRE IX

### DISPOSITIONS DIVERSES ET TRANSITOIRES

Propriété d'une autoroute **46.** Le gouvernement peut, par décret, déclarer qu'une partie d'une autoroute propriété de l'État devient, sans indemnité, propriété de la municipalité locale sur le territoire de laquelle elle est située, à compter de la publication de ce décret à la *Gazette officielle du Québec*.

Acquisition d'immeubles **47.** Le ministre des Transports peut poursuivre, après le 31 mars 1993, l'acquisition de gré à gré ou par expropriation de biens

immeubles en vue de la réalisation de travaux sur une route devenue le 1<sup>er</sup> avril 1993 à la charge d'une municipalité locale.

Cession

Il peut céder tout bien immeuble ainsi acquis à la municipalité locale, à titre gratuit, pour qu'elle réalise de tels travaux. Les frais relatifs à cette cession sont toutefois à la charge de la municipalité.

Préséance  
de la loi

**48.** La présente loi a préséance sur tout protocole d'entente ou entente conclu, avant le 1<sup>er</sup> avril 1993, entre le ministre des Transports et une municipalité locale par lequel le ministre ou la municipalité s'engage à construire, refaire ou entretenir une route, à moins que le ministre n'en décide autrement.

Gestion  
des ponts

**49.** Malgré l'article 33, le ministre des Transports demeure responsable de la gestion des ponts de structure complexe déterminés par décret du gouvernement jusqu'à une date qui y est fixée.

Entretien

Toutefois, la municipalité concernée demeure responsable de l'entretien de la chaussée, des trottoirs, des garde-fous, du drainage et de l'éclairage d'un tel pont.

Soutien  
technique

**50.** Le ministre des Transports peut, à la demande d'une municipalité, lui offrir un soutien technique et administratif aux fins de lui faciliter la prise en charge, pendant une période transitoire devant se terminer au plus tard le 1<sup>er</sup> avril 1997, d'un pont qui n'est pas mentionné à un décret prévu aux articles 33 et 49.

Chemins de  
colonisa-  
tion

**51.** À compter du 1<sup>er</sup> avril 1993, les chemins de colonisation entretenus par le ministre des Transports et ceux entretenus par les municipalités à cette date cessent d'être des chemins de colonisation et deviennent la propriété des municipalités locales sur le territoire desquelles ils sont situés, sauf ceux situés sur une terre du domaine public qui demeurent propriété de l'État, sous l'autorité du ministre des Transports.

Chemins de  
colonisa-  
tion

**52.** À compter du 1<sup>er</sup> avril 1993, les chemins de colonisation qui ne sont entretenus ni par le ministre ni par une municipalité ne sont plus des chemins de colonisation.

Propriété

S'ils ne sont que tracés ou projetés ou s'ils ne sont pas utilisés, le terrain prévu pour un tel chemin revient de droit au terrain duquel il a été détaché et il est à la charge du propriétaire de ce terrain.

Domaine  
public

S'ils sont utilisés, ces chemins demeurent propriété de l'État sous l'autorité du ministre des Transports et les dispositions de la Loi sur les terres du domaine public (L.R.Q., chapitre T-8.1) relatives aux chemins du domaine public leur sont applicables.

Passage  
à niveau

**53.** À compter du 1<sup>er</sup> avril 1993, une municipalité assume, sur une route dont elle a la gestion, les droits et obligations du ministre des Transports pour tout passage à niveau ou pour tout viaduc de voie ferrée passant au-dessus ou en dessous d'une route.

Signalisa-  
tion

**54.** Le ministre des Transports peut, jusqu'au 31 mars 1994, sur une route devenue, le 1<sup>er</sup> avril 1993, à la charge d'une municipalité, y poursuivre la gestion de son programme de signalisation touristique commerciale.

Municipa-  
lité

À compter du 1<sup>er</sup> avril 1994, la municipalité assume les droits et obligations du ministre dans l'administration de ce programme.

Ministre  
responsable

**55.** Le ministre des Transports est chargé de l'application de la présente loi.

c. C-13,  
ab.

**56.** La Loi sur les chemins de colonisation (L.R.Q., chapitre C-13) est abrogée.

Cession  
d'un chemin  
de coloni-  
sation

Malgré le premier alinéa, un chemin de colonisation qui, avant le 1<sup>er</sup> avril 1993, a fait l'objet d'une déclaration selon laquelle il n'est plus un chemin de colonisation sans que le ministre n'en ait cédé la propriété peut, à compter de cette date, faire l'objet d'une cession totale ou partielle par arrêté du ministre, aux conditions qu'il détermine.

c. C-19,  
a. 466, mod.

**57.** L'article 466 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19) est modifié par la suppression du paragraphe 3<sup>o</sup> du premier alinéa.

c. C-19,  
aa. 467.15  
à 467.20,  
aj.

**58.** Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 467.14, de ce qui suit :

« § 22.2.—*De la gestion des routes municipales*

Application

« **467.15** La présente sous-section s'applique à une rue ou une route qui appartient à une municipalité et dont le ministre des Transports n'est pas responsable de la gestion.

«route»

Pour l'application de la présente sous-section, une route comprend son infrastructure et tous les ouvrages et installations utiles à son aménagement et à sa gestion.

Gestion

« **467.16** Sous réserve de toute entente, chaque municipalité locale est responsable de la gestion de toute route ou partie de route située sur son territoire.

Ponts Elle est tenue de procéder à la vérification des ponts dont l'entretien lui incombe.

Entente entre municipalités « **467.17** Lorsqu'une route est traversée par la limite commune des territoires de deux municipalités locales, de telle façon que la responsabilité de la gestion des parties de la route situées de part et d'autre de la limite doit être assumée par la même municipalité pour que la route soit maintenue en bon état à cet endroit, les municipalités doivent conclure une entente en ce sens conformément à la loi qui régit chacune.

Défaut d'entente « **467.18** Si les municipalités font défaut de conclure une entente en vertu de l'article 467.17, l'une d'elles peut demander à la Commission municipale du Québec de se prononcer sur la nécessité de faire assumer par la même municipalité la responsabilité de la gestion des parties de la route situées de part et d'autre de la limite commune des territoires municipaux et, le cas échéant, de décider laquelle des municipalités a cette responsabilité et de prévoir les règles du partage des dépenses.

Copie vidimée Le greffier ou secrétaire-trésorier de la municipalité qui fait la demande doit, le plus tôt possible après l'adoption de la résolution formulant cette demande, en transmettre une copie vidimée à l'autre municipalité.

Décision de la Commission « **467.19** La Commission, saisie d'une demande prévue à l'article 467.18, peut, après enquête, soit décréter qu'il n'est pas nécessaire que la même municipalité assume la responsabilité de la gestion des parties de la route situées de part et d'autre de la limite commune des territoires municipaux, soit décréter qu'une telle gestion unifiée est nécessaire, décider quelle municipalité en est responsable et prévoir les règles du partage des dépenses.

Entente Pour l'application du premier alinéa de l'article 467.16, est assimilée à une entente la décision de la Commission qui confie à une municipalité la responsabilité de la gestion d'une partie de route qui n'est pas située sur son territoire. Cette décision conserve son effet jusqu'à l'entrée en vigueur d'une entente conclue entre les municipalités en vertu de l'article 467.17.

Disposition applicable « **467.20** La présente sous-section s'applique à toutes les municipalités de cité ou de ville, même à celles qui ne sont pas visées par l'article 1, et elle a préséance sur toute disposition contraire de la présente loi ou de toute autre loi applicable à une telle municipalité. ».

c. C-19,  
aa. 604.1  
à 604.5,  
aj.

**59.** Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 604, de ce qui suit :

« § 3.—*De l'exonération de responsabilité en matière de voirie*

Objet sur  
la chaussée

« **604.1** La municipalité n'est pas responsable des dommages causés par la présence d'un objet sur la chaussée, que cet objet provienne ou non d'un véhicule automobile ou qu'il soit projeté par celui-ci.

Mauvais  
état de la  
chaussée

Elle n'est pas non plus responsable des dommages causés par l'état de la chaussée aux pneus ou au système de suspension d'un véhicule automobile.

Absence  
de clôture

« **604.2** La municipalité n'est pas responsable des dommages résultant de l'absence de clôture entre l'emprise d'une route et un terrain contigu.

Faute d'un  
constructeur

« **604.3** La municipalité n'est pas responsable, pendant toute la durée des travaux, des dommages causés par la faute d'un constructeur ou d'un entrepreneur à qui des travaux de construction, de réfection ou d'entretien ont été confiés.

Dépréciation ou  
inconvenients

Elle n'est pas non plus responsable d'une perte ou d'une diminution de commerce, d'une dépréciation à la valeur d'une propriété, ni d'autres dommages ou inconvenients causés par la suppression d'un passage à niveau, la construction ou la réfection d'une route ou un détournement, sauf si ce détournement est nécessaire pendant la durée de ces travaux.

Effet

« **604.4** Les articles 604.1 à 604.3 n'ont pas pour effet de réduire la portée de l'exonération prévue au paragraphe 7 de l'article 585.

Application

« **604.5** La présente sous-section s'applique à toutes les municipalités de cité ou de ville, même à celles qui ne sont pas visées par l'article 1. ».

c. C-24.2,  
a. 417.1,  
aj.

**60.** Le Code de la sécurité routière (L.R.Q., chapitre C-24.2) est modifié par l'insertion, après l'article 417, du suivant :

Péage

« **417.1** Le conducteur d'un véhicule routier assujetti au péage ne peut franchir un poste de péage sans déposer la somme prescrite par règlement du gouvernement adopté en vertu de l'article 43 de la Loi sur la voirie (1992, chapitre 54). ».

c. C-24.2,  
a. 509, mod.

**61.** L'article 509 de ce code est modifié par l'insertion, dans la deuxième ligne, après le nombre « 416 », du nombre « 417.1 ».

c. C-24.2,  
a. 626, mod.

**62.** Le paragraphe 5° de l'article 626 de ce code est modifié :

1° par le remplacement, dans la deuxième ligne, du mot « rues » par les mots « chemins et pour la période » ;

2° par le remplacement, dans la troisième ligne, du mot « rues » par le mot « chemins ».

c. C-27.1,  
aa. 711.20  
à 711.25,  
aj.

**63.** Le Code municipal du Québec (L.R.Q., chapitre C-27.1) est modifié par l'insertion, immédiatement après l'intitulé du titre XIX, de ce qui suit :

## « CHAPITRE 0.1

### « GESTION DES ROUTES MUNICIPALES

« **711.20** Le présent chapitre s'applique à une route, y compris un chemin de front, qui appartient à une municipalité et dont le ministre des Transports n'est pas responsable de la gestion.

Pour l'application du présent chapitre, une route comprend son infrastructure et tous les ouvrages et installations utiles à son aménagement et à sa gestion.

« **711.21** Sous réserve de toute entente, chaque municipalité locale est responsable de la gestion de toute route ou partie de route située sur son territoire.

Elle est tenue de procéder à la vérification des ponts dont l'entretien lui incombe.

« **711.22** Lorsqu'une route est traversée par la limite commune des territoires de deux municipalités locales, de telle façon que la responsabilité de la gestion des parties de la route situées de part et d'autre de la limite doit être assumée par la même municipalité pour que la route soit maintenue en bon état à cet endroit, les municipalités doivent conclure une entente en ce sens conformément à la loi qui régit chacune.

« **711.23** Si les municipalités font défaut de conclure une entente en vertu de l'article 711.22, l'une d'elles peut demander à la Commission municipale du Québec de se prononcer sur la nécessité de faire assumer par la même municipalité la responsabilité de la gestion des parties de la route situées de part et d'autre de la limite commune des territoires municipaux et, le cas échéant, de décider laquelle des municipalités a cette responsabilité et de prévoir les règles du partage des dépenses.

Le greffier ou secrétaire-trésorier de la municipalité qui fait la demande doit, le plus tôt possible après l'adoption de la résolution formulant cette demande, en transmettre une copie vidimée à l'autre municipalité.

« **711.24** La Commission, saisie d'une demande prévue à l'article 711.23, peut, après enquête, soit décréter qu'il n'est pas nécessaire que la même municipalité assume la responsabilité de la gestion des parties de la route situées de part et d'autre de la limite commune des territoires municipaux, soit décréter qu'une telle gestion unifiée est nécessaire, décider quelle municipalité en est responsable et prévoir les règles du partage des dépenses.

Pour l'application du premier alinéa de l'article 711.21, est assimilée à une entente la décision de la Commission qui confie à une municipalité la responsabilité de la gestion d'une partie de route qui n'est pas située sur son territoire. Cette décision conserve son effet jusqu'à l'entrée en vigueur d'une entente conclue entre les municipalités en vertu de l'article 711.22.

« **711.25** Le présent chapitre a préséance sur toute disposition contraire du présent code. ».

c. C-27.1,  
aa. 725.1  
à 725.4,  
aj.

**64.** Ce code est modifié par l'insertion, après l'article 725, des suivants :

« **725.1** La municipalité n'est pas responsable des dommages causés par la présence d'un objet sur la chaussée, que cet objet provienne ou non d'un véhicule automobile ou qu'il soit projeté par celui-ci.

Elle n'est pas non plus responsable des dommages causés par l'état de la chaussée aux pneus ou au système de suspension d'un véhicule automobile.

« **725.2** La municipalité n'est pas responsable des dommages résultant de l'absence de clôture entre l'emprise d'une route et un terrain contigu.

« **725.3** La municipalité n'est pas responsable, pendant toute la durée des travaux, des dommages causés par la faute d'un constructeur ou d'un entrepreneur à qui des travaux de construction, de réfection ou d'entretien ont été confiés.

Elle n'est pas non plus responsable d'une perte ou d'une diminution de commerce, d'une dépréciation à la valeur d'une propriété, ni d'autres dommages ou inconvénients causés par la suppression d'un passage à niveau, la construction ou la réfection

d'une route ou un détournement, sauf si ce détournement est nécessaire pendant la durée de ces travaux.

« **725.4** Les articles 725.1 à 725.3 n'ont pas pour effet de réduire la portée de l'exonération prévue au troisième alinéa de l'article 724 ou à l'article 725. ».

c. C-27.1,  
a. 737, mod. **65.** L'article 737 de ce code est modifié par la suppression de son paragraphe 3.

Présomption **66.** Pour l'application du premier alinéa de l'article 467.16 de la Loi sur les cités et villes, édicté par l'article 58 de la présente loi, et de celui de l'article 711.21 du Code municipal du Québec, édicté par l'article 63 de la présente loi, une municipalité locale qui, le 31 mars 1993, est responsable de la gestion d'une route ou d'une partie de route située hors de son territoire, autrement qu'en vertu d'une entente avec la municipalité locale sur le territoire de laquelle est située cette route ou partie de route, est réputée agir en vertu d'une telle entente.

Application Le premier alinéa cesse de s'appliquer le 1<sup>er</sup> avril 1994 ou à la date antérieure où entre en vigueur une entente conclue entre les municipalités concernées au sujet de la gestion de la route ou de la partie de route.

c. C-66,  
a. 2, ab. **67.** L'article 2 de la Loi sur la contribution municipale à la construction de chemins (L.R.Q., chapitre C-66) est abrogé.

c. D-7,  
a. 1, mod. **68.** L'article 1 de la Loi sur les dettes et les emprunts municipaux (L.R.Q., chapitre D-7) est modifié par la suppression du dernier alinéa.

c. M-13.1,  
a. 247, mod. **69.** L'article 247 de la Loi sur les mines (L.R.Q., chapitre M-13.1) est modifié par le remplacement de la dernière phrase par les suivantes: « Il peut aussi, avec l'autorisation du gouvernement, déclarer qu'un chemin minier n'est plus un chemin minier. Tout chemin fermé, déplacé ou déclassé peut être cédé par le ministre de la manière qu'il juge appropriée. ».

c. M-28,  
a. 3, mod. **70.** L'article 3 de la Loi sur le ministère des Transports (L.R.Q., chapitre M-28) est modifié:

1° par la suppression, dans les deuxième, troisième et quatrième lignes du paragraphe *i*, après les mots « gouvernement du Québec », de « et notamment l'aménagement, les améliorations, l'entretien et la réparation de routes publiques ainsi que la construction, l'entretien et la réparation des ponts »;

2° par le remplacement, dans le paragraphe j, des mots « Loi sur la voirie (chapitre V-8) » par les mots « Loi sur la voirie (1992, chapitre 54) ».

c. M-28,  
aa. 10.1  
et 10.2, aj. **71.** Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 10, des suivants:

Subvention « **10.1** Le ministre peut accorder, aux conditions qu'il détermine, une subvention à une municipalité en vue de la construction, de la réfection ou de l'entretien d'une route municipale.

Modalité « **10.2** Une subvention visée à l'article 10.1 est accordée conformément à un règlement pris en vertu de la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., chapitre A-6). ».

c. P-8,  
a. 3, mod. **72.** L'article 3 de la Loi sur le Parc Forillon et ses environs (L.R.Q., chapitre P-8) est modifié par le remplacement, dans la troisième ligne, des mots « Loi sur la voirie (chapitre V-8) » par les mots « Loi sur la voirie (1992, chapitre 54) ».

c. P-41.1,  
a. 1, mod. **73.** L'article 1 de la Loi sur la protection du territoire agricole (L.R.Q., chapitre P-41.1) est modifié par le remplacement du paragraphe 4° par le suivant:

«chemin public» « 4° « chemin public » un chemin ouvert conformément à l'article 422 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19), une rue ou un chemin ouvert en vertu d'un règlement, résolution ou procès-verbal municipal, une route dont le ministre des Transports a la gestion en vertu de la Loi sur la voirie (1992, chapitre 54) pourvu que les riverains aient un droit d'accès à cette route. ».

c. P-44,  
a. 1, mod. **74.** L'article 1 de la Loi sur la publicité le long des routes (L.R.Q., chapitre P-44) est modifié par le remplacement, dans la troisième ligne, des mots « Loi sur la voirie (L.R.Q., chapitre V-8) » par les mots « Loi sur la voirie (1992, chapitre 54) ».

c. T-15,  
ab. **75.** La Loi sur les travaux publics (L.R.Q., chapitre T-15) est abrogée.

Règlement  
continué  
en vigueur **76.** Un règlement pris en vertu de la Loi sur la voirie (L.R.Q., chapitre V-8), à l'exception d'un règlement fixant des taux de péage, demeure en vigueur jusqu'à ce qu'il soit remplacé ou abrogé par un règlement pris en vertu de la présente loi.

c. V-8,  
ramp. **77.** La présente loi remplace la Loi sur la voirie (L.R.Q., chapitre V-8).

Renvoi

**78.** Dans tout règlement, décret, arrêté, contrat ou entente, tout renvoi à une disposition de la Loi sur la voirie (L.R.Q., chapitre V-8) est un renvoi à la disposition correspondante de la présente loi.

Entrée en  
vigueur

**79.** La présente loi entre en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 1993. Toutefois, le gouvernement peut, avant cette date, prendre un décret en vertu de l'article 2, 3, 46 ou 49 pour qu'il prenne effet à cette date.